

27509



ECA/IHSD/IPPIS/004/92

17 novembre 1992

**NATIONS UNIES COMMISSION ECONOMIQUE
POUR L'AFRIQUE**

**PRIORITES ET COOPERATION SOUS-REGIONALE EN MATIERE DE
DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL DANS LE CADRE DE LA DEUXIEME
DECENNIE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL DE L'AFRIQUE (DDIA)**

(LE CAS DE L'AFRIQUE CENTRALE)

TABLE DES MATIERES

	Page
I. INTRODUCTION	1-3
II. LES FONDEMENTS DE LA COOPERATION INDUSTRIELLE EN AFRIQUE CENTRALE	3
1. Historique	3
2. Conditions des pays de l'Afrique centrale	4
3. Structure et performance du secteur industriel	7
4. Mécanismes de coopération industrielle existant dans la sous-région	8
III. PRIORITES DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL DE LA SOUS-REGION	13
1. Priorités sous-sectorielles aux niveaux national et sous-régional	13
2. Programme et projets prioritaires	16
3. Engagement du secteur public et privé	21
IV. STRATEGIES ET POLITIQUES DE MISE EN OEUVRE DES PRIORITES	22
1. Stratégies et politiques nationales	22
2. Stratégies et politiques sous-régionales	25
V. CONTRAINTES A LA REALISATION DES PRIORITES	26
1. Contraintes de structure	26
2. Insuffisance de capacités technologiques et entrepreneuriales	26
3. Insuffisance de ressources financières adéquates	27
4. Insuffisance d'organisation et de coordination des activités de coopération et d'intégration	28
5. Contraintes de souveraineté	29
6. Insuffisance d'infrastructures physiques et institutionnelles	29
VI. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS	30
1. Conclusion	30
2. Recommandations	30

Annexe I

Annexe II

Annexe III

I. INTRODUCTION

1. Le programme de la Décennie du développement industriel de l'Afrique pour la période 1981-1990 avait été formulé dans le but de remédier aux faiblesses structurelles du modèle d'industrialisation prévalant en Afrique et de faire du secteur industriel le moteur de la croissance des économies africaines par la fourniture des moyens de production essentiels à tous les secteurs socio-économiques et par l'utilisation ou le traitement des produits de ceux-ci.
2. En vue de traduire ces aspirations en des termes concrets, les Chefs d'Etat et de Gouvernement des pays d'Afrique centrale ont signé le 18 octobre 1983 le Traité instituant la Communauté économique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC) avec comme objectif principal le double principe de l'autosuffisance et de l'autonomie. En plus, dans le même Traité, le chapitre sur la coopération industrielle souligne l'importance du développement industriel intégré de la sous-région et commande aux Etats membres, entre autres, d'harmoniser les mesures politiques pour stimuler le développement industriel en établissant progressivement un environnement industriel homogène et de promouvoir la création de grandes unités industrielles de caractère communautaire en utilisant des moyens de production locaux en vue de réduire la trop grande dépendance vis-à-vis des forces et facteurs extérieurs.
3. A cet effet, une réunion sur la promotion de la coopération industrielle intra-africaine dans la sous-région avait été organisée à Bangui, République Centrafricaine du 18 au 22 février 1984 par la CEA en collaboration avec l'ONUDI et l'OUA en vue de permettre aux experts d'examiner, d'identifier et de sélectionner les secteurs prioritaires et les projets devant faire l'objet d'une coopération industrielle multinationale. A l'issue de cette réunion, un programme initial pour la promotion industrielle intégrée de la sous-région assorti de modalités d'exécution a été adopté. Ce programme a été révisé à Bujumbura (Burundi) en janvier 1986 puis à Bamenda (Cameroun) à la fin de novembre 1989.
4. Toutefois, malgré les efforts entrepris par les Etats membres, les progrès réalisés dans l'exécution du programme de promotion industrielle intégrée pour la première Décennie ont été très limités. Sur 41 projets stratégiques moteurs approuvés depuis la réunion de Bangui, seulement 3 ont été exécutés représentant ainsi un taux d'exécution de 7,32 pour-cent. Ce faible taux d'exécution est en partie dû à l'échec dans l'établissement de mécanismes de coordination appropriés, à l'insuffisance du soutien technique et financier de la part des pays garants et des organisations sous-régionales, régionales et internationales et au manque de ressources humaines capables d'identifier les projets de la Communauté et de les évaluer avant de les présenter aux organes de décision.
5. Afin de palier à ces insuffisances et d'accélérer davantage l'industrialisation de l'Afrique entamée pendant la première Décennie, les Chefs d'Etat et de gouvernement de l'organisation de l'Unité Africaine (OUA) avait proclamé solennellement les années 1991-2000 comme deuxième Décennie du Développement industriel de l'Afrique par la résolution AHG/Res.180 (XXV) de juillet 1989. Cette résolution a été endossée par l'Assemblée générale des Nations Unies dans sa résolution 44/237 du 22 décembre 1989. Suite à la résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies, un programme pour la deuxième Décennie du développement

industriel de l'Afrique a été préparé par l'ONUDI et la CEA en collaboration avec l'OUA et a été adopté par la dixième réunion de la Conférence des Ministres africains de l'Industrie dans sa résolution 1(x) à Dakar, Sénégal en juillet 1991.

6. Il convient de souligner, sans entrer dans les détails du programme, que les pays africains, dans le cadre de la deuxième DDIA, s'engagent à mettre davantage l'accent sur deux orientations importantes, à savoir (i) l'adoption de politiques industrielles qui favorisent la promotion d'un secteur privé dynamique, en particulier en ce qui concerne les petites et moyennes industries; et (ii) la promotion de la coopération industrielle intra-africaine dans le cadre de la Communauté économique africaine. Ces orientations impliquent la nécessité de créer un environnement propice à l'émergence de l'esprit d'entreprise et à l'accroissement des flux d'investissement direct. Elles impliquent également la définition des priorités du développement industriel, l'harmonisation des structures de production dans les différentes branches industrielles, le développement technologique, la formation d'entrepreneurs et des personnels techniques, la mise en commun des marchés, et les mobilisation de ressources pour le financement du développement industriel.

7. L'objet du présent rapport est de voir en Afrique Centrale comment cet engagement se traduit dans les faits en examinant les efforts entrepris par les Etats membres de cette sous-région aux niveaux national et sous-régional pour identifier leurs priorités sous-sectorielles en matière de développement industriel et mettre en place des politiques industrielles et des mécanismes pour la promotion du secteur privé et la coopération industrielle sous-régionale. A cet effet, le rapport comprendra cinq grands chapitres, à savoir (i) les fondements de la coopération industrielle en Afrique Centrale; (ii) les priorités du développement industriel de la sous-région; (iii) les stratégies et politiques de mise en oeuvre de ces priorités; (iv) les contraintes à la réalisation de ces priorités; et (v) les recommandations pour une meilleure formulation des priorités, politiques et stratégies du développement industriel.

II. LES FONDEMENTS DE LA COOPERATION INDUSTRIELLE EN AFRIQUE CENTRALE

1. Historique

8. La coopération économique n'est pas nouvelle en Afrique Centrale. En effet, sur dix pays membres de la Communauté économique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC), quatre (le Congo, le Gabon, la République Centrafricaine et le Tchad) constituaient déjà à l'époque coloniale, un espace économique intégré (l'Afrique équatoriale française) sous l'autorité du gouvernement français et auquel venait s'ajouter le Cameroun qui était sous protectorat français pour former une union économique et monétaire de fait et opérer des échanges de toutes sortes sans compter les activités économiques communes et les services publics communs. Il en est de même pour le Congo (actuellement Zaïre) et le Rwanda-Urundi (Rwanda et Burundi actuellement) qui étaient sous l'autorité du gouvernement Belge à l'époque coloniale.

9. Malgré cette longue expérience en matière de coopération, il a fallu attendre les indépendances des années 60 pour qu'une véritable volonté politique naisse et se concrétise le 8 décembre 1964 avec la signature à Brazzaville, Congo du Traité instituant l'Union douanière et économique de l'Afrique Centrale (UDEAC) et le 20 septembre 1976 par la signature de la convention portant création de la Communauté économique des Pays des Grands Lacs (CEPGL).

2. Conditions des pays de l'Afrique Centrale

a) Position géographique et population de la sous-région

10. Avec une superficie totale de 5.420.000 km², la sous-région de l'Afrique Centrale comptait en 1989 une population estimée à 70,6 millions d'habitants soit une densité de 13 habitant au km². A l'exception du Rwanda, du Burundi et de Sao-Tomé et Principe qui ont une densité supérieure à 100 habitants/km², les autres pays membres ont une faible densité de la population: Cameroun (24 habitants/km²), Zaïre (14,7 habitants/km²), Guinée Equatoriale (14,3 habitant/km²), Congo (6,4 habitants/km²), Centrafrique (4,8 habitants/km²) Tchad (4,3 habitants/km²) et Gabon (4,1 habitants/km²).

11. En plus de la croissance démographique rapide de la sous-région (3% en moyenne) et de la répartition inégale de la population, il y a la position géographique de certains pays qui constitue un handicap sérieux à leur développement industriel. En effet, sur les dix pays, il y a quatre enclavés (Centrafrique, Burundi, Rwanda et Tchad), un semi-enclavés (Zaïre), un insulaire (Sao Tomé et Principe) et un semi-insulaire (Guinée-Equatoriale). Ces sept pays sont parmi les 31 pays les moins avancés d'Afrique et ont de sérieux problèmes pour l'écoulement de leurs produits et l'importation des machines et équipements ainsi que des pièces de rechange et composantes pour leur industries à cause de l'état vétuste de différents modes de transport et communications.

b) Ressources agricoles, animales, halieutiques et minérales

12. L'agriculture constitue l'épine dorsale des économies des pays de la sous-région tant par son poids dans le PIB (26,9% au Cameroun, 40% en République Centrafricaine, 38% au Tchad, 58,5% en Guinée Equatoriale, 38% au Rwanda, 50,5% au Burundi et 31,2% au Zaïre) que par l'importance de la population qui la pratique (55% au Zaïre, 90% au Burundi, 93% Rwanda, 62% au Cameroun, 64% en RCA, 76% au Tchad et 59% au Congo)¹. Les cultures industrielles d'exportation comprennent notamment, le café, le thé, le quinquina, le coton, la canne à sucre, le caoutchouc, le cacao, le palmier, le pyrèthre et le tabac. Quant aux cultures vivrières qui sont pratiquées dans la sous-région, elles comprennent toute une gamme de céréales tropicales et des pays tempérés, des légumineuses, des oléagineuses, des plantes à racines et tubercules diverses et toute une gamme de fruits et légumes. Un autre aspect important de cette agriculture est sa

¹ Sources: The Economist Intelligence Unit, Country reports and ECA statistics

vulnérabilité aux aléas climatiques; toute perturbation de la pluviométrie entraîne des effets néfastes dans le revenu de la population et dans sa sécurité alimentaire.

13. Les pays qui disposent d'une réserve forestière tropicale importante et qui sont classés parmi les producteurs de bois tropicaux comprennent le Congo, le Zaïre, le Gabon, la République Centrafricaine et le Cameroun. La superficie exploitable totale de ces pays s'élève à environ 134 millions d'hectares, soit un potentiel commercial globale de 2,6 milliards de mètres cubes alors que leur production actuelle n'est que de 5 millions de m³ par an. Les réserves forestières totales sont évaluées à 191,5 millions de ha; le Zaïre à lui seul dispose d'une réserve forestière de 125 millions d'ha qui font de lui la deuxième réserve forestière tropicale du monde après le Brésil. L'activité forestière s'est stabilisée globalement en 1990 mais a évolué de façon contrastée selon les Etats de la zone (augmentation de la production au Gabon et en Guinée équatoriale, diminution au Cameroun, en Centrafrique et au Congo).

14. Le secteur de l'élevage a connu une évolution défavorable dans l'ensemble. Au Cameroun, les exportations de peaux de chèvres et de moutons ainsi que de cuirs de bovins ont régressé de 11,8% durant le premier trimestre de 1991 pour se situer à 432 tonnes contre 490 tonnes au cours de la période correspondante de l'année 1990. En Centrafrique, le volume des activités de l'abattoir frigorifique de Bangui s'est établi à 2 516 tonnes à fin juin 1991 contre 2 612 tonnes un an auparavant, soit un fléchissement de 3,7%. Au Tchad, la production de l'abattoir frigorifique de Farcha s'est repliée de 5,9% au cours du premier semestre de 1991 passant de 4.561 durant le premier semestre de 1990 à 4.289 tonnes.

15. La pêche industrielle en Guinée Equatoriale a augmenté de 37% en 1990 à 4.851 tonnes contre 3.542 tonnes en 1989. D'une manière générale il faut dire que les ressources halieutiques sont pratiquement inexploitées et que la pêche industrielle n'est qu'à l'état embryonnaire bien que la sous-région dispose de plusieurs lacs et rivières poissonneux et d'un littoral important.

16. Comme la plupart des sous-régions de l'Afrique, la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale recèle une quantité considérable de matières premières minérales dont certaines sont déjà mise en exploitation au Burundi (tourbe, or, cassitérite et bastnaésite), au Rwanda (or, cassitérite, colombo-tentalité et wolfranite), au Zaïre (cuivre, cobalt, Zinc, cadmium, germanium, manganèse, cassitérite, colombo-tentalité, wolfranite, or et diamant), Gabon (uranium, or et manganèse), au Cameroun (aluminium) et en Centrafrique (diamant et or). D'autres ressources sont connues mais leurs gisements ne sont pas encore exploités. Il s'agit notamment de l'or au Congo, de la cassitérite au Gabon et Cameroun, de l'argent et du zinc au Congo et au Zaïre. Il y a également lieu de mentionner l'existence d'importants gisements de matières premières comme le kaolin, le marbre, le granit et le calcaire pour le développement de l'industrie du bâtiment. En outre, la sous-région dispose d'un potentiel énergétique énorme qui reste encore sous-utilisé. Il s'agit notamment des hydrocarbures tel que le pétrole qui est produit au Gabon, au Cameroun et au Congo ainsi que du gaz naturel, des schiste bitumineux, des combustibles solides (charbon, bois, tourbe et uranium) et de l'hydroélectricité. On trouve également du pétrole au Tchad mais il n'est pas exploité.

17. A la lumière des matières premières sus-mentionnées, il est aisé de constater que la sous-région est dotée d'une grande variété de ressources agricoles, animales, halieutiques et minérales qui constituent une base solide pour une coopération et une intégration économiques des pays membres par la prise de mesures collectives qui permettront de réduire la dépendance industrielle, commerciale et technique à l'égard des pays industrialisés.

c) Capacités technologiques et entrepreneuriales

18. Les objectifs de croissance économique, d'auto-suffisance alimentaire, d'amélioration des conditions de vie et de protection de l'environnement ont été reconnus comme des défis majeurs que la science et la technologie doivent relever. Pour ce faire, il faut acquérir des technologies qui, pour être productives, doivent être adaptées et intégrées dans l'environnement existant, ce qui comporte de sérieuses incidences sur le plan organisationnel, institutionnel et financier. Cela requiert également la mise en place de solides capacités scientifiques et technologiques endogènes.

19. Cependant, les pays de l'Afrique Centrale éprouvent en ce moment beaucoup de difficultés en ce qui concerne le choix, l'acquisition, l'adaptation, l'assimilation et la mise au point des technologies. En effet, à l'époque des indépendances, le système d'éducation en place ne correspondait pas au type de programme de mise en valeur des ressources humaines propres à stimuler l'éclosion des capacités entrepreneuriales et technologiques. L'absence donc de ressources humaines compétentes pour le développement industriel a pour principales conséquences:

- i) la dépendance vis-à-vis de l'expertise étrangère pour les compétences scientifiques, techniques et en gestion pour faire marcher les usines;
- ii) l'importation des technologies obsolètes sans aucun contrôle, ni réglementation, ni planification et de surcroît, peu ou mal adaptées aux réalités locales, en particulier aux matières premières du pays et aux marchés locaux;
- iii) l'importation de technologies sans prendre en considération les projets clefs et prioritaires;
- iv) le mauvais choix initial du mode et de la source de transfert de technologie et la négligence en ce qui concerne la diversification de cette source de transfert ainsi que la pratique fréquente de mode de transfert technologique imitatif;
- v) l'absence d'une cellule d'experts et de contre-expertise et le financement de certains projets encore au stade d'idées ainsi que la conclusion hâtive de certains accords de licence;

- vi) les pannes fréquentes dans les usines dues au manque d'entretien des machines et équipements, et au manque d'infrastructures de maintenance adéquates.

20. En outre, compte tenu de la forte croissance démographique et de l'exode rural, les infrastructures de formation deviennent insuffisantes et de plus en plus inadéquates. Les facultés de médecine, de sciences et technologie, les écoles polytechniques et les centres de recherche et développement sont en nombre limité et manquent bien souvent de matériel didactique, de machines et appareils de précision, et de professeurs compétents.

2. Structure et performance du secteur industriel

21. Le niveau d'industrialisation de la Communauté économique des états de l'Afrique centrale est relativement bas par rapport à ses énormes ressources naturelles. En effet, le secteur industriel de la sous-région est dominé par des industries légères produisant des biens de consommation (bière, cigarettes, textiles, etc.) et fortement tributaires des importations de machines, pièces de rechange et autres intrants. Compte tenu de cette dépendance vis-à-vis de l'extérieur et de l'insuffisance des devises étrangères, la plupart de ces industries fonctionnent à moins de 40% de leurs capacités. Il faut dire que cette sous-utilisation des capacités installées est également due à une insuffisance des compétences dans tous les domaines qui a conduit à un mauvais choix technologique et à une mauvaise gestion des entreprises; D'une manière générale, la stratégie de substitution aux importations adoptée par les Etats membres au lendemain de leurs indépendances n'a pas donné les résultats escomptés, la création d'une base industrielle endogène et auto-centré. Il y a donc lieu d'adopter de nouvelles politiques, stratégies et programmes industriels permettant de procéder à une transformation structurelle des économies de la sous-région.

22. La performance du secteur industriel est également faible dans la sous-région et est en régression depuis 1986 ². En effet, la part du secteur manufacturier dans le PIB qui était de 8,49% en 1986 est tombée à 8,2% en 1988 puis à 7,92 en 1989 avant de se stabiliser à 7,93% en 1990. Hormis le Cameroun dont la part du secteur manufacturier dépasse largement les 12% entre 1986 et 1990, la part du secteur manufacturier dans les autres pays ne dépasse guère les 9% et reste parfois en dessous des 5% comme c'est le cas au Zaïre (2,44% en 1987, 2,47% en 1988, 2,55% en 1989 et 2,51% en 1990). En outre, le taux de croissance annuel de la valeur ajoutée manufacturière qui était de 4,5% en 1985 est tombé à -7,4% en 1987 avant de remonter légèrement pour atteindre 2,2% en 1989. Cette légère amélioration est en grande partie due à des conditions climatiques exceptionnelles en 1988 et 1989. D'une manière générale, la faible performance du secteur manufacturier est due à sa structure qui ne lui permet pas de jouer pleinement son rôle moteur pour la transformation des économies de la sous-région.

² Voir annexe 1.

3. Mécanismes de coopération industrielle existant dans la sous-région

a) L'Union douanière et économique de l'Afrique centrale (UDEAC)

23. L'objectif visé en 1964 au moment de la signature du Traité instituant l'UDEAC, révisé en 1974, était de créer un marché commun aux Etats membres (Cameroun, Congo, Centrafrique, Guinée équatoriale, Gabon et Tchad). Pour le secteur industriel, le Traité accorde une place importante à la coopération et à l'intégration industrielles auxquelles il assigne trois objectifs, à savoir l'harmonisation des politiques d'industrialisation, la répartition équitable des projets industriels communautaires et la coordination des programmes sectoriels communs de développement industriel.

24. L'UDEAC a mis en place des instruments fiscaux, commerciaux et financiers pour accompagner sa politique commune d'industrialisation. Ces instruments sont: la taxe unique, la convention commune sur les investissements, la convention sur la libre circulation des personnes, des marchandises, des biens, des services et des capitaux, la Banque de développement des états de l'Afrique centrale et le code des sociétés multinationales.

25. La taxe unique s'applique aux productions de toutes les industries sur les marchés de l'Union sauf pour les industries à vocation essentiellement exportatrice dont la production n'intéresse pas le marché des Etats membres de l'Union et les industries intéressant le marché d'un seul état. Dans la pratique, il semblerait que la taxe unique n'a pas favorisé les échanges inter-états de produits industriels mais plutôt, les producteurs étrangers et les importations des équipements et matières premières nécessaires à l'industrialisation de la sous-région. De plus, il résulte de cette disposition douanière un affaiblissement de l'efficacité des entreprises qui, du fait qu'elles opèrent dans un environnement artificiel de subventions et de protections, jouissent d'une importante rente de situation.

26. La convention d'établissement a pour objectifs d'assurer la sécurité et la stabilité des entreprises déjà existantes, de favoriser leur développement et d'inciter à la création des activités industrielles dans la sous-région par l'agrément de nouvelles entreprises à l'un des quatre régimes privilégiés qui prévoient des avantages douaniers, fiscaux et économiques importants en faveur des entreprises. Cette politique fiscale d'incitation a engendré un important volume d'investissements industriels dans la sous-région. L'impact de tels investissements agréés peut être perçu en termes d'apport aux budgets des Etats membres, de valorisation des ressources humaines et naturelles, de création de valeur ajoutée et de formation de capital.

27. Le Traité de l'UDEAC stipule en son article 27 que l'Union constitue un seul territoire douanier à l'intérieur duquel la circulation des personnes, marchandises, biens et services est libre. L'article 72 du Traité précise en outre que les mouvements de capitaux à l'intérieur de l'Union ne peuvent être soumis à d'autres restrictions que celles prévues par la réglementation en vigueur en matière de change; il faut noter que les états de l'UDEAC font partie de l'Union monétaire de la zone franc et ont une monnaie et une banque centrale communes.

28. Bien qu'une convention sur la libre circulation des personnes et leur établissement ait été adoptée en 1971, il est toujours nécessaire aux voyageurs d'obtenir des visas pour aller d'un pays à un autre. Ce n'est pas aussi rare d'assister au refoulement des personnes aux frontières voire des expulsions massives de ressortissants d'un Etat membre vivant et ayant lieu de domicile dans un autre Etat membre.

29. La Banque de développement des Etats de l'Afrique Centrale (BDEAC) a pour but de promouvoir le développement économique et social des Etats membres de l'UDEAC notamment par le financement des projets multinationaux et d'intégration économique. Concernant le soutien à l'industrialisation, la Banque aide les pays membres à financer en priorité les investissements relatifs aux industries destinées à exploiter les matières premières locales et à fabriquer des matériels utiles à tous les Etats membres.

30. Quant au code des sociétés multinationales, il trace le cadre juridique et détermine les modalités et les conditions de création, de fonctionnement et d'agrément à l'un des régimes de l'UDEAC des sociétés multinationales. L'objet social d'une telle société est qualifié d'intérêt sous-régional lorsqu'il concerne deux ou plusieurs Etats membres et que dans le domaine particulier de l'industrie, il se rapporte aux activités de transformation des produits de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche ainsi qu'aux activités de fabrication ou de conditionnement de biens, de produits intermédiaires et produits finis dont le marché s'étend au-delà de l'état d'implantation.

b) La Communauté économique des Pays des Grands Lacs (CEPGL)

31. La Communauté économique des pays des Grands Lacs (CEPGL) est l'aboutissement d'une décennie de longs efforts de concertation entre le Burundi, le Rwanda et le Zaïre. En effet, c'est le 20 septembre 1976 qu'a été signé la convention portant création de la CEPGL, soit dix ans après l'Accord de coopération en matière de sécurité signé à Kinshasa par les Ministres des affaires étrangères du Burundi, du Rwanda et du Zaïre.

32. La Communauté a pour objectifs d'assurer d'abord et avant tout, la sécurité des Etats et de leurs populations, de concevoir, définir et favoriser la création et le développement d'activités d'intérêts communs, de promouvoir et intensifier les échanges commerciaux et la circulation des personnes et des biens, de coopérer de façon étroite dans les domaines social, économique, commercial, scientifique, culturel, politique, militaire, financier, technique et touristique plus spécialement en matière juridique, douanière, sanitaire, énergétique, de transport et communications. Afin d'atteindre ces objectifs, la CEPGL a limité ses actions dans deux types d'activités, à savoir: (i) les activités liées à la mise en application des textes régissant la coopération: les Traités, les conventions et les accords passés entre les pays et la Communauté; (ii) les activités liées à la réalisation des projets concrets dans les principaux domaines prioritaires tels que l'agriculture, l'énergie, l'industrie, les transports et communications et les échanges.

33. Les instruments juridiques de coopération et d'intégration ainsi que les organismes spécialisés mis en place par la Communauté comprennent, notamment l'Accord commercial et de coopération douanière, le Protocole portant libéralisation du commerce des produits du cru originaires de la CEPGL, la Convention sur la libre circulation des personnes, des biens, des services, des capitaux et sur le droit d'établissement, le Protocole portant création d'un tarif préférentiel de la CEPGL, le Code communautaire des investissements de la CEPGL, la Banque de développement des Etats des Grands Lacs, l'Energie des Grands Lacs et l'Institut de Recherche Agronomique et Zootechnique.

34. Signé le 10 septembre 1978 à Gisenyi (Rwanda), l'Accord commercial et de coopération douanière est fondé sur deux ordres de préoccupations, à savoir: le désir de promouvoir et d'identifier les échanges commerciaux et la circulation des personnes et des biens; et le désir de coopérer pour juguler les infractions à la législation douanière et de protéger les intérêts économiques, fiscaux et commerciaux des trois pays respectifs. Quant au Protocole portant libéralisation du commerce des produits du cru originaires de la CEPGL, qui a été signé le 1er décembre 1985, il est fondé sur: (i) l'application de l'Accord commercial et de coopération douanière en ce qui concerne les avantages tarifaires réciproques que les trois pays peuvent se concéder à l'entrée et à la sortie des marchandises qui leur sont respectivement originaires; (ii) la volonté de promouvoir les échanges intercommunautaires, notamment par la libéralisation du commerce portant sur les produits de cru.

35. Le Protocole portant création d'un tarif préférentiel de la CEPGL se fonde sur l'Accord commercial et de coopération douanière et sur la décision qu'a prise la Communauté d'appliquer les préférences tarifaires dans le cadre de la libéralisation des échanges intracommunautaires. Il contient, entre autres, le principe d'un tarif douanier préférentiel CEPGL pour les produits originaires des Etats membres, l'interdiction d'augmenter les droits de douane et autres taxes ayant effets équivalents en ce qui concerne les produits figurant sur la liste commune la réduction progressive et la suppression des barrières non tarifaires auxquelles sont soumis les échanges commerciaux des trois pays.

36. La Convention sur la libre circulation des personnes, biens, services et capitaux, et sur le droit d'établissements a été signé le 1er décembre 1985 par les trois pays membres de la CEPGL. Elle se fonde sur plusieurs considérations parmi lesquelles; la volonté de renforcer la compréhension entre les peuples et la coopération entre les Etats en vue de consolider la fraternité et la solidarité intégrées; la volonté de resserrer davantage les liens économiques en réalisant la libre circulation des personnes, des biens, des services, des capitaux et le droit d'établissement; la volonté de voir le libre établissement et la libre circulation des personnes favoriser le libre accès des bénéficiaires aux activités économiques et sociales.

37. Inspiré des codes nationaux, le Code Communautaire des Investissements de la CEPGL est un mécanisme qui prévoit des mesures de protection des entreprises multinationales, mesures qui se traduisent notamment par le respect des obligations découlant du principe de solidarité à l'égard d'un projet multinational. En effet, signé par les trois Etats membres le 31 janvier 1982

à Gisenyi, le Code communautaire des investissements a comme objectif principal la définition des garanties, des droits, des obligations et des avantages des entreprises communes et communautaires ainsi que la détermination des obligations des Etats membres de la communauté envers elles.

38. Outre les instruments juridiques sus-mentionnés, la Communauté économique des Pays des Grands Lacs a élaboré en 1978 un arrangement monétaire entre les banques centrales des Etats membres qui a été révisé en 1982. La CEPGL a également réalisé, en octobre 1979, une étude sur les mécanismes d'harmonisation des politiques industrielles des pays membres, une étude sur le statut-type des entreprises communautaires de la CEPGL en mars 1985 et une étude sur le statut-type des entreprises communes en juin 1985. Le projet de statut-type des entreprises communes et communautaires prévoit une définition pour chaque type d'entreprise. Par définition, l'entreprise commune est une unité économique qui est une copropriété de tous les Etats membres de la Communauté ou dans laquelle ces derniers détiennent une majorité des actions. S'agissant de l'entreprise communautaire, elle constitue une unité économique qui exige que l'entreprise mette en valeur, soit des ressources disponibles appartenant au moins à deux Etats membres, soit des ressources en quantité suffisamment importante d'un seul Etat membre, mais dont l'exploitation intéresse un autre Etat membre de la Communauté.

39. La Banque de Développement des Etats des Grands Lacs (BDEGL) a été créée par l'accord du 9 septembre 1977 et a son siège à Goma en République du Zaïre. Elle a pour objet de: promouvoir le développement économique et social des Etats membres; renforcer la coopération entre les Etats membres en finançant les projets communs, communautaires et nationaux visant l'intégration de leurs économies; mobiliser les ressources financières publiques et privées, intérieures et extérieures a des fins de développement des Etats membres; et fournir aux Etats membres et à leurs institutions nationales de développement l'assistance technique et financière dans les études, la préparation et l'exécution des projets.

40. L'énergie des Grands Lacs (EGL) a été créée par la convention du 20 août 1974 signée à Kinshasa par les ministres et commissaires d'Etat à l'énergie des trois pays. Devenue organisme spécialisé de la CEPGL en 1979 par décision des chefs d'Etats de la sous-région, l'EGL a pour objectif de concrétiser la coopération dans le domaine énergétique et d'étendre ses activités à tout le secteur énergétique de la Communauté, à savoir: l'harmonisation des politiques et plans d'électricité des Etats membres, la conception et la réalisation des centrales hydroélectriques d'intérêt commun. C'est donc dans ce cadre que le barrage de la Ruzizi II a été réalisé et confié à la SINELAC pour gestion. L'EGL a récemment procédé à l'électrification de différents postes frontaliers pour permettre la circulation des personnes en tout temps. Il y a également des projets en cours de réalisation tels que les études préliminaires sur les possibilités de réaliser une troisième centrale hydroélectrique (Ruzizi III), le plan directeur d'électricité et le plan directeur global de l'énergie ainsi que les projets pilotes (gasogène, installation des panneaux solaires etc). Malgré les efforts entrepris, l'EGL ne dispose pas suffisamment de ressources adéquates pour atteindre ses objectifs.

41. L'institut de Recherche Agronomique et Zootechnique (IRAZ) qui a son siège à Gitega en République du Burundi a été créé par l'accord du 9 décembre 1979. Il a pour objet d'étudier et d'exécuter les projets communautaires en matière agricole et zootechnique.

42. En vue d'atteindre ses objectifs l'IRAZ devait, entre autres inventorier les ressources agricoles et zootechniques communautaires, analyser tous les problèmes y relatif et constituer une banque des données nécessaires à la réalisation de ses objectifs, réaliser les études de factibilité et exécuter les projets communautaires en matière agricole et zootechnique, fournir aux Etats membres les résultats des études et enquêtes dans les différents domaines d'activités qui lui sont assignées. Malheureusement comme l'EGL, l'IRAZ ne dispose pas de moyen financier et humains adéquats pour réaliser les objectifs qui sont les siens.

c) La Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC)

43. Sous l'impulsion de la CEA, la signature le 18 octobre 1983 du Traité instituant la CEEAC a été l'aboutissement d'un long processus de négociation initié par la "Déclaration de Libreville", engagement solennel signé le 19 décembre 1981 par les chefs d'Etats des pays actuellement membres de la CEEAC et leur homologue de l'Angola. Par ailleurs, la création de cette Communauté répond à l'un des objectifs globaux de l'UDEAC et de la CEPGL qui correspond aux objectifs de l'Acte final de Lagos qui sont, entre autres, la mise en place de marchés communs sous-régionaux comme prélude à la création d'un marché commun régional. L'élargissement des marchés, la mise en commun des ressources, l'harmonisation des politiques industrielles et la possibilité d'adopter un plan directeur d'industrialisation sous-régional sont autant de facteurs d'accélération de l'industrialisation qui deviennent possibles dans un groupement élargi.

44. En effet, avec la CEEAC, la réalisation de certains projets communautaires de la CEPGL et de l'UDEAC dont le seuil technologique de rentabilité dépasse la dimension du marché de l'une de ces deux communautés devient possible. La mise en oeuvre de tels projets nécessite une coopération étroite dans le domaine des matières premières, du développement des ressources humaines, de la technologie et de la science en vue d'atteindre l'autosuffisance collective; C'est pourquoi, les chefs d'Etat de la sous-région ont mis un accent particulier sur cet aspect

important du développement en incluant dans le Traité créant la Communauté, des protocoles de coopération dans les domaines sus-mentionnés.

45. Toutefois, la CEEAC n'est qu'à ses débuts et aucune mesure n'a encore été prise pour la concrétisation de ses protocoles. Les expériences de l'UDEAC et de la CEPGL en matière d'industrialisation devraient donc permettre à la nouvelle communauté de partir sur des bases beaucoup plus sûres.

III. PRIORITES DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL DE LA SOUS-REGION

1. Priorités sous-sectorielles aux niveaux national et sous-régional

a) Priorités sous-sectorielles au niveau national

CAMEROUN

46. Publié en septembre 1989, le Plan directeur d'industrialisation (PDI) du Cameroun est un outil de politique industrielle qui offre un cadre de gestion stratégique du développement industriel apte à susciter des opportunités industrielles fécondes, à promouvoir l'initiative privée et à créer chez les opérateurs économiques des réflexes et des synergies nécessaires pour s'adapter aux exigences technologiques, économiques et sociales de l'environnement économique national et international. Dans ses stratégies et priorités sectorielles, le PDI énonce trois grands objectifs d'industrialisation:

- (i) la valorisation prioritaire des ressources naturelles pour lesquelles le Cameroun jouit d'avantages comparatifs évidents afin de satisfaire les besoins essentiels et l'équilibre extérieur;
- (ii) l'intégration industrielle dans le but d'améliorer les relations et les échanges inter-entreprises et réduire la concentration des industries dans seulement quatre régions;
- (iii) le développement des PME/PMI afin de promouvoir les capacités entrepreneuriales et d'impliquer davantage les industriels camerounais dans le processus d'industrialisation.

47. Les priorités sous-sectorielles présentées par le PDI et reprises dans le programme national du Cameroun comprennent: (i) les agro-industries (élevage et pêche, céréales et féculents, sucre, oléagineux, fruits et légumes, bière et malterie, tabacs, provenderie, équipements frigorifiques); (ii) les industries du bois; (iii) les industries textiles (coton, filature et tissage, bonneterie, fibre synthétiques, confection), (iv) les hydrocarbures (pétrole, pétrochimie, gaz naturel); (v) les industries chimiques (engrais, colles et adhésifs, peintures, produits phytosanitaires, savons et détergents, produits pharmaceutiques, plastiques); (vi) la sidérurgie, (vii) l'aluminium, (viii) les industries mécaniques, électriques, électroniques et de maintenance; et (ix) les industries des matériaux de construction (activités extractives, ciment et matériaux locaux).

GABON

48. Le programme de développement industriel du Gabon retient comme activités prioritaires: la transformation des produits agricoles, la valorisation de la filière bois, la valorisation des

ressources du sous-sol, la valorisation des ressources halieutiques, et la promotion des PME/PMI et le renforcement de la compétitivité des entreprises industrielles. La réalisation de ces activités prioritaires vise, en autres, l'amélioration des revenus et des conditions de vie des populations rurales, l'autosuffisance alimentaire, l'intégration industrielle et le développement auto-suffisant et auto-entretenu.

BURUNDI

49. Les priorités du développement industriel de la République du Burundi pour la deuxième Décennie du développement industriel de l'Afrique comprennent: la réhabilitation des entreprises existantes; la maintenance préventive et la production locale des pièces de rechange; la valorisation des ressources agricoles, animales et halieutiques; le développement des industries chimiques et mécaniques; la valorisation des ressources matières et énergétiques; le développement des infrastructures physiques; la mise en valeur des ressources humaines et la participation de la femme au développement.

REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

50. Compte tenu de ses ressources naturelles et des opérateurs économiques, la République Centrafricaine accorde une priorité particulière aux agro-industries; l'industrie du bois; l'industrie de matériaux de construction; la promotion des PME/PMI et du secteur artisanal; aux industries mécaniques et chimiques liées à l'agriculture.

CONGO

51. L'étude du potentiel industriel existant et des ressources exploitables permet d'identifier les sous-secteurs prioritaires qui sont: (i) l'agro-industrie qui comprend notamment les industries agro-alimentaires, les industries du bois, du textile, de la pêche et de l'aquaculture; (ii) les industries métalliques, mécaniques et électriques; (iii) les industries chimiques et dérivées du pétrole; (iv) les industries des matériaux de construction, du bâtiment et des Travaux publics; (v) le transport, les communications et le tourisme; (vi) la valorisation des ressources nationales; et (vii) la promotion des PME/PMI.

RWANDA

52. Compte tenu de l'expérience de la première DDIA, des ressources disponibles, de la production existante qui doit être redynamisée en améliorant sa gestion ou son équipement et du programme d'ajustement structurel dans lequel le pays vient de s'engager en novembre 1990, le gouvernement rwandais a, dans son programme pour la deuxième DDIA, décidé d'accorder la priorité aux activités suivantes : (i) la réhabilitation et l'extension des entreprises industrielles existantes; (ii) le développement et promotion des agro-industries comprenant la transformation des produits agricoles, des produits de l'élevage, de la pêche et du bois; (ii) les industries chimiques (engrais, pesticides, gaz méthane, colle synthétique, carbure de calcium etc.), (iii) les

industries de matériaux de construction; (iv) le développement des capacités technologiques et entrepreneuriales; (v) la promotion des petites et moyennes industries (PMI); et (vi) le développement des infrastructures.

TCHAD

53. Pour le Tchad, le style d'industrialisation à faire prévaloir en priorité au cours de la prochaine décennie doit être fondé sur la petite industrie totalement intégrée dans l'économie nationale. La valorisation des produits de l'agriculture et de l'élevage d'une part, et la modernisation de l'agriculture et de l'élevage d'autre part, sont le fondement de cette option. Les branches industrielles prioritaires qui en résultent peuvent se classer en deux catégories : (i) Les industries contribuant à la valorisation, à la conservation et au conditionnement des produits de l'agriculture et de l'élevage; et (ii) les industries contribuant à la modernisation de l'agriculture et de l'élevage.

54. Dans la première catégorie, il s'agit d'accorder la priorité à la réhabilitation, au développement et à la promotion de petites unités agro-industrielles tandis la deuxième catégorie souligne l'importance de petites industries mécaniques (machinisme agricole, moyen de transport, pompes et tuyaux d'irrigation, etc) et chimiques (engrais, vaccins pour animaux).

55. Compte tenu du fait que le pays recèle certaines matières premières stratégiques, notamment le pétrole dont l'exploitation est en cours, une attention particulière a été également accordée au pétrole tchadien et aux industries qui s'inscrivent dans cette perspective.

GUINEE EQUATORIALE

56. Les priorités sous-sectorielles de la Guinée équatoriale pour la deuxième Décennie du développement industriel de l'Afrique comprennent : (i) la réhabilitation des industries existantes; (ii) les agro-industries y compris les industries de la pêche; (iii) les industries chimiques; et (iv) la promotion de la petite industrie. Conscient de la taille de son marché national et de la disponibilité de ses ressources, la Guinée équatoriale souligne la nécessité de donner la priorité aux unités de petite taille ou de taille moyenne.

ZAIRE

57. Le programme du Zaïre pour les dix prochaines années, vise à privilégier les industries qui contribuent à la génération des recettes et à celles qui, par leurs productions, limitent les sorties de devises. Le programme vise également à encourager l'autosuffisance alimentaire, l'intégration économique et industrielle et à la réduction de la dépendance par rapport aux importations. En conséquence, il couvre les sous-secteurs clés de l'industrie qui sont : les industries mécaniques, métallurgiques et chimiques, et les agro-industries et industries connexes.

58. Outre les sous-secteurs prioritaires, le programme met également un accent particulier sur le développement des capacités technologiques et entrepreneuriales, la promotion et le développement de la petite industrie et la coopération industrielle intra-africaine.

b) Priorités sous-sectorielles au niveau sous-régional

59. Comme indiqué dans le Traité instituant la Communauté économique des Etats de l'Afrique Centrale et son protocole sur la co-opération dans le domaine du développement industriel de la sous-région, la Communauté accorde une grande priorité à l'industrie et demande que ses Etats membres coopèrent dans les sous-secteurs prioritaires suivants en vue d'accélérer l'intégration industrielle.

- i) Les industries de base et les industries lourdes telles que les industries sidérurgique, métallurgique, chimique et pétrochimique;
- ii) les industries des biens d'équipement et des biens intermédiaires telles que les industries mécanique, électrique et électroniques;
- iii) les industries permettant d'atteindre l'auto-suffisance et de satisfaire les besoins élémentaires de la population, à savoir les agro-industries, les industries des matériaux de construction et les industries liées à la production et à la transmission d'énergie.

60. Dans le Traité, la Communauté reconnaît également la nécessité de donner la priorité aux domaines d'appui à l'industrie tels que le transport et les communications, les infrastructures institutionnelles, le développement et la promotion des capacités technologiques et entrepreneuriales afin d'asseoir une base industrielle solide ainsi que la création d'un environnement propice aux niveaux national et sous-régional.

2. Programmes et projets prioritaires¹

a) Au niveau national

61. Neuf pays sur dix de la Communauté économique des Etats de l'Afrique Centrale ont préparé et soumis leurs programmes nationaux pour la deuxième Décennie du développement industriel de l'Afrique sur des considérations pragmatiques découlant de la situation environnementale dans chaque pays. Il s'agit du Cameroun, du Gabon, du Burundi, de la République Centrafricaine, du Congo, du Rwanda, du Tchad, de la Guinée équatoriale et du Zaïre.

¹ La liste des projets prioritaires est annexée au présent document.

62. Pour le Cameroun, le programme national a retenu deux sous-systèmes prioritaires qui intègrent d'une manière vertical un certain nombre de filières créant ainsi une synergie. Il s'agit de: L'alimentation et les industries agro-alimentaires; l'habitat et toutes les industries qui sont en amont et en aval. Ces deux sous-systèmes constituent actuellement les priorités d'investissement auxquelles il est possible de joindre la filière gaz naturel qui offre des opportunités à terme. Dans cette perspective, il a été envisagé d'entreprendre des études de faisabilité et de réaliser des projets dans les matières premières agricoles, animales, halieutiques et le bois qui sont disponibles localement.

63. Le programme national du Gabon vise avant tout la valorisation optimale et maximale des ressources locales pour un développement mieux équilibré sur l'ensemble du territoire. A cet effet, les filières agricoles (cacao, café, hévéa, manioc, huile de palme, sucre, banane, maïs et tubercules), les produits d'origine animale, les produits de la pêche, les industries du bois et les ressources du sous-sol ont été retenus en vue d'identifier des projets et de faire des études de faisabilité.

64. Les objectifs du programme national du Burundi pour la deuxième DDIA comprennent, notamment :

- i) la rationalisation de la structure industrielle axée sur le désengagement de l'Etat de l'activité industrielle, la privatisation de certains investissements publics et la liquidation des entreprises publiques non rentables.
- ii) la réhabilitation des entreprises intrinsèquement viables;
- iii) l'expansion par la création d'industrie intégrée dans le cadre régional et sous-régional en vue de faire face aux problèmes de l'exiguité du marché local, de la faiblesse du revenu national ainsi que de la situation géographique du pays;
- iv) la libéralisation et la création de petites et moyennes entreprises susceptibles à la fois de générer des emplois et d'être compétitives;
- v) la décentralisation industrielle et le renforcement d'industrie d'import-substitution en vue de renforcer le tissu industriel, de créer d'emploi en milieu rural et de produire des biens de première nécessité ou stratégiques.

65. Le choix des projets au Burundi tient compte de la disponibilité potentielle des différentes ressources, du marché local et sous-régional. Les projets retenus au niveau national comme projets moteurs sont de petits projets appelés à desservir le marché local.

66. En République Centrafricaine, les objectifs du programme national comprennent : (i) l'intégration de l'agriculture et de l'élevage dans l'industrialisation visant à la consolidation de

l'autosuffisance alimentaire; (ii) la satisfaction des besoins fondamentaux de la population; (iii) la valorisation et l'utilisation rationnelle des ressources naturelles du pays; et (iv) l'intégration économique sous-régionale. Les études des filières définies dans les sous-secteurs prioritaires doivent aboutir à des réalisations des projets identifiées.

67. Au Congo, le programme national propose un cadre de référence pour l'industrialisation basé sur une approche amont-aval qui structure le système industriel autour de la première priorité nationale à savoir l'agro-industrie. Les autres sous-secteurs prioritaires s'articulent autour de ce pôle central en s'appuyant sur toutes les potentialités existantes. Cela a permis d'arriver au Plan intégré de développement ago-industriel (PIDA) dont les objectifs prioritaires de développement à long terme comprennent; notamment : (i) la valorisation optimale des ressources naturelles et humaines et la diversification spatiale et sectorielle des activités; (ii) le désenclavement économique du pays; (iii) l'autosuffisance agro-alimentaire; (iv) l'intégration inter-sectorielle et spatiale de l'économie par la création de pôles régionaux de développement intégré.

68. Au Rwanda, le programme national tient également compte des expériences de la première Décennie, des ressources disponibles, des industries existantes qui doivent être redynamisées du programme d'ajustement structurel dans lequel le pays vient de s'engager. Le programme doit être guidé par les principes directeurs ci-après :

- i) consacrer le rôle moteur du secteur privé en matière d'investissements industriels en lui accordant tous les appuis nécessaires;
- ii) concrétiser la priorité des PMI et de l'Artisanat pour le développement des milieux ruraux et le frein de l'exode rural;
- iii) valoriser les ressources locales (ressources humaines, agricoles, du sol et sous-sol);
- iv) améliorer la performance économique et financière des entreprises;
- v) mettre en place des mécanismes de formation/perfectionnement du personnel et de diffusion des technologies adaptées;
- vi) favoriser la décentralisation industrielle par la création des infrastructures et l'adoption des mesures appropriées.

69. Au Tchad, les objectifs du programme national comprennent, notamment l'intensification et la valorisation des productions animales et végétales de manière à dégager un surplus exportable; la réalisation d'une meilleure intégration agriculture-élevage-forêt; et la mise en valeur et la transformation maximale des ressources naturelles. A cet effet, des projets ont été identifiés dans les sous-secteurs jugés prioritaires.

70. En Guinée Equatoriale, les objectifs du programme national sont : l'augmentation de la production agricole, le développement des agro-industries, la redynamisation des industries et l'amélioration des infrastructures de base. Comme indiqué plus haut la liste des projets prioritaires se trouve en annexe.

71. Au Zaïre, les objectifs du programme national pour la deuxième DDIA comprennent :

- i) restructurer l'appareil productif (notamment par une participation accrue des investisseurs nationaux et étrangers);
- ii) retrouver la compétitivité industrielle (productivité et qualité);
- iii) réaliser l'intégration économique entre l'agriculture et l'industrie, et l'intégration inter-industrielle entre les branches industrielles;
- iv) valoriser les ressources agricoles et minières;
- v) diminuer l'impact négatif de l'industrie sur la balance des paiements, soit par des exportations des produits manufacturés, soit par des substitutions aux importations économiquement efficaces;
- vi) accroître l'engagement des entrepreneurs zaïrois dans des initiatives industrielles à travers en particulier, la promotion des PME;
- vii) créer des emplois, former le personnel et améliorer les revenus;
- viii) contribuer au développement et à l'intégration sous-régionale et régionale;

72. La réalisation de ces objectifs se traduira de façon opérationnelle dans le cadre d'un Schéma Directeur d'industrialisation qui constituera l'instrument de base de l'Etat zaïrois pour orienter, promouvoir et soutenir les investissements industriels. Le Schéma Directeur d'Industrialisation est en cours de préparation dans le cadre du Projet DP/ZAI/86/008 "Planification et Promotion Industrielle" projet de coopération entre le Gouvernement, le PNUD et l'ONUDI.

73. Ce Schéma est un concept de stratégie opérationnelle au niveau micro-économique dont la mise en application permettra :

- i) de diversifier la production industrielle notamment par une meilleure intégration économique;
- ii) d'améliorer la compétitivité et la productivité des entreprises existantes.

b) Au niveau sous-régional

74. L'élaboration d'un plan directeur d'industrialisation de l'Afrique Centrale doit être une priorité absolue. Par ailleurs, le programme du secteur industriel de la sous-région reposera sur des études des branches industrielles prioritaires retenues par le comité technique de l'industrie et approuvées par le Conseil des Ministres de la CEEAC. Ces branches comprennent :

- les industries liées à l'agriculture à savoir : les agro-industries et les industries alimentaires basées sur le développement des activités de transformation des denrées alimentaires et du bois;
- les industries mécaniques fabriquant du matériel et machines agricoles et les pièces de rechange;
- les industries chimiques assurant la production d'engrais, de pesticides et de produits pétrochimiques;
- les industries métallurgiques fournissant des produits intermédiaires pour les industries mécaniques;
- les industries de matériaux de construction qui assurent la production du ciment des tuiles et briques;
- les industries pharmaceutiques;
- les PME/PMI liées aux branches industrielles énumérées ci-dessus.

75. Dans le cadre de la Deuxième Décennie, la formulation du programme industriel de l'Afrique Centrale a été basée sur des typologies sectorielles faites à partir de l'analyse statistique de certaines variables liées au développement industriel (par exemple, les ressources naturelles et autres facteurs de production, la production, la consommation, l'échange, les politiques connexes, etc...). Une telle approche a permis de classer les pays en groupes présentant des modèles de développement et un développement potentiel comparables, par rapport à un sous-secteur industriel spécifique. A partir d'une telle analyse, il est possible de déceler dans chaque groupe de pays des stratégies de développement sous-sectoriel en même temps que les éléments concernant les programmes intégrés d'assistance technique, les investissements et les mesures politiques nécessaires pour la mise en application de ces stratégies. Ces typologies sectorielles peuvent aussi être utilisées par les gouvernements des pays de la sous-région pour leurs programmes de développement industriel et pour approcher les donateurs et investisseurs potentiels.

76. Les projets stratégiques moteurs dont la liste est annexée à la présente publication ont été identifiés et sélectionnés sur la base des critères ci-dessous :

a) contribuer à tous les objectifs de la DDIA, c'est-à-dire conduire à un degré élevé d'auto-suffisance pour le pays et la sous-région et aussi contribuer à une croissance auto-soutenue;

b) fournir des moyens de production aux secteurs prioritaires sélectionnés dans le Plan d'Action de Lagos; c'est-à-dire, l'alimentation, les transports et les communications et l'énergie;

c) permettre l'intégration et des liens efficaces avec d'autres activités et infrastructures industrielles et économiques dans la sous-région;

d) utiliser et valoriser au maximum les ressources naturelles africaines (matières premières et énergie) de manière à en faire bénéficier d'abord la sous-région, et ensuite les autres sous-régions africaines;

e) produire des articles intermédiaires pour d'autres industries existantes ou planifiées, particulièrement pour le traitement des aliments, les textiles, les matériaux de construction, l'énergie, les transports et les mines;

f) veiller d'abord et avant tout, directement ou indirectement aux besoins essentiels de la population de la sous-région et si possible, d'autres pays africains;

g) tenir compte : i) des économies d'échelle; ii) de l'utilisation d'une technologie relativement complexe ou améliorée; iii) de gros investissement; et vi) d'un ou des marché(s) dépassant le niveau des pays individuels ou de la sous-région;

h) offrir une possibilité de coopération, surtout entre les pays africains, par des arrangements à long terme pour la fourniture ou l'achat des matières premières, des produits intermédiaires ou finis, par la sous-traitance, par des accords de troc, l'acquisition des actions, etc.

3. Engagement du secteur public et privé

77. Comme dans la plupart des sous-régions de l'Afrique, le secteur industriel de l'Afrique Centrale est dominé par les entreprises publiques dans la mesure où les africains pris individuellement ou collectivement n'avaient pas de moyens financiers suffisants pour investir dans le secteur productif. Il n'y avait donc que l'Etat qui pouvait investir dans les industries produisant de biens finals pour remplacer les importations. Malheureusement, sur la base du modèle de consommation des régions urbaines, la plupart de ces industries se sont concentrées sur une gamme limitée de produits, notamment les denrées alimentaires, boissons, tabacs, textiles, etc. C'est seulement dans quelques cas que la stratégie de substitution aux importations a été étendue à la production de quelques produits intermédiaires tels que ciment, fer et acier.

78. L'examen détaillé des résultats du secteur industriel au cours des trente dernières années a démontré que malgré la bonne performance au début des années 60, le secteur n'a pas entraîné la transformation structurelle significative. Bien au contraire, on assiste aujourd'hui à une sous-utilisation des capacités installées et à la fermeture de beaucoup d'entreprises étatiques ou para-étatiques à cause de la dépendance à l'égard des pays développés pour les matières premières, les pièces de rechange, l'expertise, les machines et équipements.

79. Le Traité instituant la communauté économique africaine et le programme pour la deuxième Décennie du développement industriel de l'Afrique ont reconnu la nécessité de redresser l'économie africaine par la coopération et l'intégration sous-régionales et régionales en soulignant le rôle moteur du secteur industriel et en particulier celui du secteur privé qui a été jusqu'ici négligé. En effet, tout le monde s'accorde à dire qu'avec la fin de la "guerre froide" et la crise socio-économique qui continue de frapper l'Afrique, l'attention des partenaires au développement du continent se portera de plus en plus vers d'autres régions du monde et que le flux de ressources financières vers l'Afrique diminuera.

80. En conséquence, l'Afrique doit compter avant tout sur elle-même pour la croissance et la transformation de son économie en reformulant et en harmonisant sa politique de développement industriel en vue de faire participer activement le secteur privé en particulier les petits promoteurs autochtones et les femmes au développement auto-entretenu. Des mesures incitatives doivent être mise en place pour attirer les capitaux privés étrangers et favoriser l'émergence d'une classe d'entrepreneurs africains dans le secteur de la petite et moyenne entreprise et dans le secteur informel. A cet effet, on peut noter que la privatisation et la liquidation ont déjà commencé en Afrique Centrale avec le programme d'ajustement structurel adopté par la plupart des Etats membres. Malheureusement, on a constaté que cette privatisation ou cette liquidation n'est pas souvent basée sur une évaluation détaillée de l'entreprise.

IV. STRATEGIES ET POLITIQUES DE MISE EN OEUVRE DES PRIORITES

1. Stratégies et politiques nationales

81. En adoptant le Programme pour la deuxième Décennie du Développement industriel de l'Afrique (DDIA) les états africains ont rejeté la politique de substitution aux importations qui a favorisé la dépendance accrue du continent à l'égard des pays du Centre, en particulier dans le domaine des matières premières, des pièces de rechange, de la technologie et de l'expertise pour une politique orientée vers la redynamisation du secteur industriel qui doit fournir des forces dynamiques pour la transformation structurelle des économies africaines en vue du développement auto-suffisant et auto-entretenu. Il faudra pour cela des changements structurels pour ce qui est tant de la nature des biens produits que de la façon dont ils sont produits, en particulier dans le choix des technologies qu'on peut acquérir d'autres régions pour faire face aux objectifs de changement et de transformation structurels et dans le développement des compétences humaines nécessaires et appropriées pour faciliter l'adaptation et l'assimilation de ces technologies.

82. A cet effet, les Etats de l'Afrique Centrale ont, à des moments différents, adopté des objectifs similaires qui comprennent, notamment :

- i) la promotion de la consolidation des investissements existants par la réhabilitation et la régénération des entreprises en difficulté et la rentabilisation du secteur des entreprises publiques;
- ii) le développement des activités existantes et la promotion de nouveaux investissements, surtout dans le secteur des industries stratégiques et motrices, en tenant compte des richesses naturelles du pays, des marchés, des capacités et de la viabilité au regard des pratiques commerciales et des considérations socio-économiques saines;
- iii) la promotion de la création et du développement de tous les types de compétences nécessaires pour un développement industriel intégré;
- iv) la mise en place d'une infrastructure matérielle d'appui appropriée;
- v) l'amélioration de la qualité de la diversité de l'infrastructure institutionnelle;
- vi) la promotion des petites et moyennes industries et des entreprises privées;
- vii) la promotion de la coopération sous-régionale et régionale en tant que moyen pratique pour élargir les marchés, mettre en place les projets multinationaux jouant un rôle moteur et le renforcement de l'interdépendance des infrastructures matérielles et humaines.

83. A cet effet, les pays de la sous-région ont adopté, à des moments différents, des politiques nationales telles que les mesures juridiques, financières et institutionnelles. Avant même de prendre toutes ces mesures, beaucoup des pays ont pour plus d'efficacité procédé à la restructuration de leurs ministères chargés du Commerce, de l'industrie et des PMI\$PME, des finances et du Plan car l'administration du développement industriel était à la fois faible en moyen d'action et atomisée en plusieurs centres de décisions de telle sorte qu'il se posait le problème de coordination et de conduite de la politique industrielle et artisanale. Par exemple, il y avait en République Centrafricaine le Ministère du Commerce, de l'industrie, le Haut Commissariat chargé des petites et moyennes entreprises, le Haut Commissariat chargé des sociétés d'Etat et Sociétés d'économie mixte, le Haut Commissariat chargé du plan, des statistiques et de la Coopération internationale, et le Centre d'Assistance aux petites et moyennes entreprises Centrafricaines.

84. D'autres mesures importantes ont été également prises : il s'agit notamment de :

- i) l'élaboration des études de diagnostic des industries qui battent de l'aide afin de découvrir les causes de la sous-utilisation des capacités installées, sur la base desquelles des mesures sensées de réhabilitation peuvent être adoptées et des ressources appropriées octroyées;
- ii) la création d'un nouveau code des investissements beaucoup plus libéral et incitatif, accessible aussi bien aux grandes entreprises à forte intensité capital qu'aux petites et moyennes entreprises;
- iii) l'institution d'un régime préférentiel avec des avantages fiscaux et douaniers dont la durée est susceptible d'atteindre cinq ans pour les petites et moyennes entreprises industrielles;
- iv) la mise en place d'autres dispositifs institutionnels tels que les centres de promotion et de formation industriels, les Chambres de commerce et de l'industrie, les institutions nationales et internationales de financement et les appuis de la coopération technique et financière internationale aux institutions chargées de la promotion industrielle.
- v) la simplification des formalités administratives destinées à la création de nouvelles entreprises (PME/PMI);
- vi) mesures législatives de faveur permettant aux PMI d'accéder aux marchés publics par sous-traitance obligatoires avec les grandes entreprises locales ou extérieures;
- vii) mesures visant la rationalisation de la structure industrielle axée sur le désengagement de l'Etat de l'activité industrielle, la privatisation de certains investissements publics et la liquidation des entreprises publiques non rentables;
- viii) mesures pour favoriser le développement et la promotion des capacités technologiques et entrepreneuriales. Il s'agit de mesures pour le renforcement des centres de formation et de perfectionnement professionnels;
- ix) la création d'un service de Normalisation et de contrôle de la qualité en vue de fournir aux entreprises une assistance dans les domaines tels que l'élaboration des projets de normes, le contrôle de la qualité, la certification de la qualité, les essais de laboratoire et la coordination des activités liées à la normalisation;

- x) la création d'un fonds de promotion industrielle et l'aménagement de zones et domaines industriels pour faciliter l'installation de promoteurs privés;
- xi) la constitution d'une banque de projets et d'une banque de données industrielles technologiques et commerciales.

3. Stratégies et politiques sous-régionales

85. La plupart des pays membres de la sous-région se sont engagés dans les Programmes de Stabilisation et d'Ajustement Structurel (PAS) au début des années 1980. Un examen de ces programmes s'avère nécessaire en vue d'analyser leur compatibilité avec l'intégration économique. A ce sujet, comme l'indiquent le Traité créant la Communauté Economique des Etats d'Afrique Centrale et son protocole sur la coopération dans le domaine du développement industriel, de nouvelles approches nationales et sous-régionales devront être adoptées en vue de:

- i) harmoniser et coordonner les politiques et les plans de développement industriel de façon à faciliter la préparation et l'exécution d'un plan industriel commun;
- ii) identifier et exécuter les projets industriels prioritaires et stratégiques offrant des possibilités de complémentarité et de spécialisation et pouvant stimuler la création d'entreprises industrielles de la communauté locale;

86.

- iii) promouvoir l'industrialisation rapide des pays enclavés, des îles, des pays semi-enclavés et/ou des pays les moins avancés par l'adoption de mesures fiscales, financières et commerciales appropriées;
- iv) adopter et mettre en application un code commun d'investissement, un système commun de taxes ou d'autres moyens capables de stimuler l'investissement et l'intégration des entreprises de la sous-région;
- v) restructurer la production industrielle de façon à créer une base solide pour le développement de la sous-région;
- vi) améliorer l'utilisation de la capacité de production industrielle existante, et exploiter et revaloriser leurs ressources;
- vii) signer des accords commerciaux entre les pays.

V. CONTRAINTES À LA REALISATION DES PRIORITES

1. Contraintes de structure

87. Malgré les efforts entrepris par les pays de la CEEAC pour un développement auto-suffisant et auto-entretenu, leurs économies restent fragiles, inarticulées, extraverties et vulnérables aux aléas climatiques et aux fluctuations des prix des produits de base exportés et des produits finis et matières premières importés car, le cadre politique dans lequel les différents secteurs de l'économie et en particulier l'industrie se sont développés est inadéquat. En effet, les politiques et stratégies industrielles adoptées par les pays de la sous-région, au fil des années, se sont limitées essentiellement à la promotion des industries produisant des biens de substitution aux importations, à la fabrication de biens de consommation légers pour lesquelles les matières premières et pièces de rechange devraient être souvent importées, négligeant ainsi le développement des industries stratégiques motrices (métallurgiques, mécaniques et chimiques) ainsi que des agro-industries et des industries connexes susceptible de soutenir le développement agricole et de créer des liens efficaces entre les différents secteurs de l'économie.

88. De plus, les politiques et plans nationaux de développement n'ont pas contribué à l'utilisation efficace des ressources naturelles abondantes de la sous-région, au développement des infrastructures physiques et institutionnelles (électricité, eau, routes, institutions de promotion industrielle etc.) et au développement des capacités technologiques et entrepreneuriales, de l'esprit d'innovation et de la recherche-développement. Dans la plupart des cas, les objectifs stratégiques du développement industriel sont mal définis, les mesures et les dispositions institutionnelles concernant la planification du processus d'industrialisation manquent de fermeté dans la mesure où les compétences et les capacités correspondantes qui sont nécessaires pour guider, promouvoir et contrôler le processus d'industrialisation ne sont pas aisément discernables. Le plus souvent, les législations en matière d'investissement, les régimes fiscaux et douaniers, sont conçus en fonction des exigences des investisseurs étrangers, et ne prévoient pas assez la nécessité d'encourager la croissance ou d'améliorer le niveau de performance de l'industrie et les compétences entrepreneuriales nationales.

2. Insuffisance de capacités technologiques et entrepreneuriales

89. L'absence ou l'insuffisance de la maîtrise de la technologie et de la main-d'oeuvre industrielle qualifiée a souvent entraîné le mauvais choix technologique, le remplacement des équipements et la sous-utilisation des capacités installées. La mauvaise préparation des projets multinationaux de la première DDIA avant leur soumission aux réunions de Bangui, Bujumbura et Baminda est due, entre autres, au manque de ressources humaines compétentes pour identifier les projets nationaux et sous-régionaux, faire des évaluations techniques adéquates et des études de faisabilité, concevoir ou sélectionner des technologies appropriées et analyser les processus de production et la gestion.

90. En conséquence, les pays de la sous-région restent dépendants de l'expertise étrangère pour les compétences scientifiques, techniques et de gestion, nécessaires pour faire des études de projet approfondies, exécuter ces projets, gérer les entreprises, entretenir les machines et équipements, assurer l'exploitation et la transformation des ressources agricoles, animales, halieutiques, minérales et énergétiques de la Communauté, permettre l'accumulation du capital et la mise en place d'un environnement économique et industriel favorable. La pénurie des capacités technologiques et entrepreneuriales est aggravée par un certain nombre de facteurs dont le système d'éducation hérité de la colonisation qui n'a pas été réformé en vue de répondre aux priorités des Etats membres et la faiblesse des salaires payés à la main-d'oeuvre industrielle autochtone peu motivée.

3. Insuffisance de ressources financières adéquates

91. Le déclin de la production agricole et minérale et la baisse des cours des produits d'exportation ont provoqué une diminution spectaculaire des recettes et des revenus en devises, limitant ainsi la quantité de devises qui pouvait être affectées au secteur industriel pour l'importation des pièces de rechange, composantes, machines, équipements, matières premières et autres intrants nécessaires au développement et au bon fonctionnement des industries de la sous-région.

92. En outre, la propension à épargner à l'intérieur de la sous-région est très faible à cause du bas niveau du revenu de la grande partie de la population et de l'environnement socio-culturel qui pousse les personnes disposant d'un revenu assez élevé à transférer à l'étranger une proportion importante des sommes épargnées. Il convient également de signaler que dans certains pays de la sous-région, l'action conjuguée de la surévaluation de la monnaie et de l'absence du contrôle de changes constitue un puissant stimulant pour le transfert de l'épargne à l'étranger. De plus les entreprises étrangères installées en Afrique Centrale ont la possibilité de transférer une partie importante de leurs bénéfices vers leurs pays d'origine grâce à une fiscalité très peu rigoureuse à laquelle elles sont soumises.

93. Le financement des activités industrielles est également limité par les mécanismes et techniques de crédits bancaires à l'intérieur de la sous-région. En effet, les banques établies réservent leurs services à un groupe très limité de clients et préfèrent éviter les risques inhérents au financement d'entrepreneurs nouveaux et peu importants, en particulier les petits entrepreneurs qui n'ont presque pas de garantie.

94. Les flux de capitaux et l'aide publique au développement en Afrique centrale sont en diminution depuis quelques années et cette situation risque de s'aggraver dans la mesure où, avec la fin de la "guerre froide", l'octroi de l'aide économique dépendra moins des affinités politiques ou idéologiques que des critères de gestion saine de l'économie, y compris la mise en oeuvre des réformes politiques et économiques. En outre, il est un fait que l'attention des principaux partenaires au développement de l'Afrique se porte de plus en plus vers d'autres régions,

notamment l'Europe de l'Est, depuis que celle-ci, après le démantèlement du Pacte de Varsovie, s'est engagée dans le sens de la création d'une économie de marché.

4. Insuffisance d'organisation et de coordination des activités de coopération et d'intégration

95. L'absence d'organisation et de coordination efficace des activités entre les organes communautaires chargés des politiques et projets industriels et les organes gouvernementaux qui s'occupent du développement industriel au niveau national est un des obstacles majeurs au développement de la coopération industrielle sous-régionale. En effet, hormis le projet gaz méthane pour lequel une Commission technique mixte zaïro-rwandais a été créée pour le suivi des études et l'organisation des activités de mise en oeuvre, les autres projets multinationaux n'ont pas été mûrement pensés avant d'être soumis aux réunions sous-régionales de promotion industrielle ou n'ont pas fait l'objet d'un examen rigoureux après soumission eu égard aux exigences de l'intégration et aux implications et problèmes de mise en oeuvre. En outre, beaucoup de ces projets n'ont pas de véritables promoteurs et leur lieu d'implantation n'a même pas été décidé.

96. Les données et informations fiables circulent mal ou pas du tout entre les Etats membres; ce qui est souvent source de duplication des activités de recherche et développement et d'entreprises industrielles produisant de biens similaires ou d'importation de technologies qui existent déjà dans la sous-région ou qui ne sont adaptables ni à l'entreprise, ni à l'économie et à la société tout entière. De plus, l'absence d'organisation et de coordination avait montré que pour les Etats membres, il suffisait de dresser une liste de projets industriels multinationaux et de la soumettre aux organisations internationales, régionales et sous-régionales qui fourniraient une assistance technique et financière substantielle et appropriée pour la mise en oeuvre. Le faible taux de réalisation de ces projets est en partie imputable au fait qu'on n'a pas pensé à mettre en place des mécanismes de coordination précis pour leur exécution efficace et qu'on a plutôt laissé la responsabilité de leur mise en oeuvre à chacun des pays promoteurs.

97. Dans le domaine des activités de recherche et développement des technologies appropriées il y a très peu ou presque pas de mécanismes de coordination ou de coopération entre les universités, les institutions de recherche et les entreprises ainsi que les planificateurs et les décideurs politiques en vue d'une meilleure utilisation des résultats de la recherche au niveau national et sous-régional. En effet, malgré le protocole de coopération signé en 1981 entre les universités des pays de la CEPGL, l'existence de l'Energie des Grands Lacs (EGL), de la BDEGL, de l'IRAZ, de l'institut sous-régional Multisectoriel de Technologie appliquée de planification et d'évaluation de projets (ISTA), de la Banque de Développement des Etats de l'Afrique centrale (BDEAC) et du Centre de mise en valeur des ressources minérales de l'Afrique centrale (CAMRDC), il reste encore beaucoup à faire pour parvenir à une utilisation rationnelle des ressources et à une meilleure diffusion des informations techniques et de l'innovation car à l'heure actuelle, les utilisateurs finals ignorent bien souvent les résultats de la recherche dans les instituts et les universités. En outre les investisseurs potentiels et les

industries existantes ne disposent pas d'informations nécessaires pour prendre des décisions d'investissement judicieuses en ce qui concerne, entre autres, la disponibilité de matières premières, les sources de techniques de production, de machines et équipements, la description des procédés de fabrication, etc.

5. Contrainte de souveraineté

98. Le nationalisme économique excessif des Etats est un des éléments qui freinent les efforts de coopération industrielle. Ce manque de volonté politique concrète est sous-tendu par le fait que chaque gouvernement voudrait mettre en valeur en priorité ses propres ressources naturelles afin de promouvoir d'abord l'industrialisation de son propre pays, créer la valeur ajoutée sur place, créer des emplois, distribuer des revenus à sa population etc. Naturellement ces préoccupations, bien que légitimes, ne tiennent pas compte des contraintes nationales (dimension, échelle) et des avantages de l'élargissement. Elle entraînent bien souvent le non respect des engagements pris au départ et la prolifération des industries similaires produisant les mêmes biens, ce qui pose le problème de commercialisation dans la mesure où les marchés nationaux sont étroits. On peut citer ici le cas des projets de création d'usines de céramique qu'on trouve dans trois pays de la sous-région.

6. Insuffisance d'infrastructures physiques et institutionnelles

99. Il est un fait que le transport et les communications constituent un soutien important pour tout développement industriel auto-suffisant et auto-entretenu. En effet, la réalisation des priorités de la sous-région au cours de la deuxième DDIA, le bon fonctionnement des projets multinationaux et la commercialisation des produits au niveau communautaire nécessitent la mise en place d'infrastructures de base telles que les routes et autres systèmes de communication. Par exemple, il faut créer des voies de collecte de lait pour l'industrie communautaire des produits laitiers et des routes pour assurer la distribution du lait et des produits dérivés. Il est bien connu que la plupart des routes dans la sous-région sont dans de mauvais états et nécessitent une réhabilitation. Le développement et la promotion de petites industries et de l'artisanat en milieu rurale vont de pair avec le développement et la distribution de l'eau et de l'électricité dans ce milieu. De plus, le système de télécommunication ne fonctionne pas assez bien dans la sous-région et même à l'intérieur de chaque pays.

100. Outre les infrastructures de base, il y a les infrastructures institutionnelles sous-régionales qui ont un système de gestion très bureaucratisé et qui manquent de moyen financier et humain adéquats pour réaliser de façon efficace leurs objectifs d'appui au développement intégré de la sous-région. Il y a donc lieu de les renforcer et de créer celles dont l'absence freine le processus d'industrialisation tout en évitant la prolifération.

VI. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

1. Conclusions

101. Malgré ses importantes ressources agricoles, forestières, halieutiques, animales et minérales, l'économie de l'Afrique centrale reste extravertie, inarticulée, basée sur l'exportation des matières premières dont le cours mondial ne cesse de baisser et sur l'importation de machines, équipements, pièces de rechange, composantes et autres intrants dont les coûts ne cessent de croître. Cette situation a été aggravée par la crise socio-économique paralysante de ces dernières années qui est due, entre autres, aux calamités naturelles et au ralentissement des activités dans les pays industrialisés. L'adoption des Programmes d'Ajustement structurel par les Etats membres devrait en principe les aider à redresser leurs économies. Mais, tout porte à croire qu'il ne s'agit là que de palliatifs qui souvent, rendent le redressement économique encore plus difficile.

102. La politique de substitution aux importations et la mise en place d'organismes communautaires tels que l'Union douanière et économique de l'Afrique centrale, la Communauté économique des Pays des Grands Lacs et la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale n'ont pas permis jusqu'ici de créer une base solide pour un processus d'industrialisation auto-entretenu aux niveaux national et sous-régional. La CEEAC n'est qu'à ses débuts et les instruments mis en place par l'UDEAC et la CEPGL pour la promotion des industries de base communautaires n'ont pas atteint les résultats escomptés. Bien au contraire, les projets industriels communautaires de la première DDIA n'ont pas dépassé le stade d'idées de projet ou d'études de faisabilité et le secteur manufacturier de la sous-région dont la contribution au PIB ne dépasse pas 10% en moyenne est aujourd'hui dominé par les industries agro-alimentaires (boissons et notamment les brasseries, sucre, textile, habillement, tabac et cuir). En outre la plupart de ces industries n'utilisent que 20 à 30% de leurs capacités installées pour des raisons telles que le manque de devises étrangères pour acheter les pièces de rechange, l'absence ou l'insuffisance de capacités entrepreneuriales et technologiques, l'insuffisance d'infrastructures adéquates et l'insuffisance de la maintenance.

103. Cette situation de l'Afrique Centrale est due à un certain nombre d'obstacle dont les politiques et stratégies de développement adoptées par les Etats membres au cours des trente dernières années, le nationalisme étroit des Etats et les pressions exercées par les gouvernements des pays développés et les sociétés transnationales dont les intérêts ne coïncident pas avec ceux des pays membres.

2 Recommandations

a) Réformes et harmonisation des politiques et stratégies de développement industriel

104. L'apparition d'un processus de transition vers des systèmes de gouvernement démocratique, procédant dans une large mesure de la volonté des peuples, et la reconnaissance,

de plus en plus concrète, de la nécessité d'intensifier la coopération intra-africaine afin d'accélérer l'intégration économique, comme en témoigne la signature, le 3 juin 1991, à Abuja, Nigéria, de la Charte créant la Communauté économique africaine montrent à suffisance la nécessité pour les pays de l'Afrique centrale de reformuler et harmoniser leurs politiques et stratégies de développement industriel aux niveaux national et sous-régional afin d'accélérer la croissance et la transformation de leurs économies. A cet effet, des unités ou cellules nationales pour la coopération sous-régionales devraient être créées au sein de chaque ministère concerné. Ces unités seront responsables de toutes les activités de coopération sous-régionale de leur ministère et travailleront en étroite collaboration avec l'UDEAC, la CEPGL et la CEEAC dont les objectifs devraient être redéfinis afin de mettre davantage l'accent sur la nécessité de promouvoir aux niveaux national et sous-régional un processus d'industrialisation autonome et auto-suffisant, la satisfaction des besoins fondamentaux de la population, la transformation sur place des matières premières, le développement des industries de base produisant des biens intermédiaires et des biens d'équipement, et de petites et moyennes industries. Il y a également lieu de créer des comités nationaux et sous-régionaux de coordination des activités dans les sous-secteurs prioritaires.

105. Les politiques économiques et commerciales des pays de la sous-région doivent être de plus en plus orientées vers le développement du commerce intra-africain. A cet effet, les instruments juridiques de l'UDEAC et de la CEPGL devraient être réaménagés pour tenir compte des possibilités qu'offre le marché élargi de la CEEAC. Par exemple, la convention sur la libre circulation des personnes, des biens, des services et des capitaux doit être révisée pour renforcer la coopération entre les Etats membres. En outre, ces politiques doivent permettre une participation active du secteur privé au processus d'industrialisation et d'intégration sous-régional et régional.

b) Création d'un environnement favorable

106. L'exécution des projets multinationaux moteurs sélectionnés exige un investissement important dont les Etats membres de la sous-région pris individuellement ou collectivement peuvent ne pas disposer. Pour cela, en vue d'attirer des investisseurs potentiels étrangers et nationaux, les gouvernements et les organisations intergouvernementales sous-régionales (la CEEAC, la CEPGL et l'UDEAC) devraient créer un environnement favorable en prenant des mesures spécifiques et en créant des outils et des mécanismes institutionnels aux niveaux national et sous-régional. Ces mesures, outils et mécanismes comprennent :

- i) la formulation des politiques industrielles nationales et sous-régionales visant à atteindre un développement autosuffisant et autonome;
- ii) la création d'outils juridiques sous-régionaux tels que: un code d'investissement sous-régional tenant compte des codes nationaux existants; une convention commerciale et douanière, et un accord sur la libre circulation des personnes, des biens, des services et des capitaux;

- iii) le renforcement ou la création d'une infrastructure institutionnelle aux niveaux national et sous-régional en vue de développer et de promouvoir les capacités technologiques et entrepreneuriales;
- iv) le renforcement ou la création d'institutions financières nationales et sous-régionales adéquates pour le financement des projets nationaux et sous-régionaux;
- v) le développement des réseaux de transports et de communications à travers la sous-région.

107. Les gouvernements de la sous-région doivent aussi de manière appropriée associer étroitement le secteur privé ainsi que les consultants industriels et ceux d'ingénierie à la formulation, l'exécution, la mobilisation des ressources et au processus de prise des décisions sur les projets retenus dans le programme sous-régional. Il est nécessaire de formuler un programme prévoyant une plus grande participation du secteur privé dans les divers aspects du développement industriel, particulièrement le financement, la production et le commerce. Dans ce programme sous-régional, il est également important d'accorder la priorité voulue aux projets d'appui car les projets de coopération industrielle échouent souvent à cause de leur mauvaise préparation, évaluation, promotion et gestion.

c) développement et/ou renforcement des infrastructures physiques et institutionnelles.

108. Les transports et communications sont essentiels au fonctionnement de l'économie de la sous-région, en particulier au développement du secteur industriel et du commerce dans la mesure où les industries nationales et multinationales ne peuvent être implantées que sur la base d'un réseau de transport disponible, adéquat, efficace et bon marché. Leur développement aux niveaux national et sous-régional constitue un préalable au développement du commerce intra-africain qui suppose une grande mobilité des opérateurs économiques, des biens, des services et des capitaux.

109. Les pays de la sous-région devraient, en conséquence, adopter des stratégies visant à construire et réhabiliter les portions de routes en mauvais état pour faciliter le commerce international et le transport, faire disparaître les barrières qui s'opposent actuellement au commerce et aux transports, réduire les retards accumuler dans l'entretien, développer les ressources humaines et le cadre institutionnel afin d'améliorer l'exploitation, l'organisation et la gestion des réseaux routiers, et améliorer l'efficacité des services des transports routiers. Un comité doit être créé au niveau sous-régional avec des antennes nationales pour coordonner les activités de formation, de recherche - développement, la supervision et le contrôle de l'exploitation des corridors. Un autre mécanisme doit être mis en place au niveau sous-régional pour fournir les informations de base et des directions sur les coûts et les tarifs en vue d'orienter les opérateurs économiques, et pour mettre à jour et harmoniser les réglementations en matière de circulation commerciale, de sécurité routières et de véhicules.

110. Dans le domaine de la recherche, des institutions sous-régionales de Recherche-Développement devraient être créées dans les domaines prioritaires tels que l'agriculture, la pêche, l'élevage et les mines. On pourrait également envisager la création d'un centre sous-régional de conception et de fabrication techniques devant aider les Etats membres dans la conception et la fabrication de prototypes de machines et outils agricoles et dans la formation des ingénieurs et techniciens de niveau moyen et supérieur. Ce centre pourra travailler en collaboration avec le Centre régional africain de conception et de fabrication techniques (CRACFT) qui se trouve à Ibadan.

111. Les activités des institutions sous-régionales existantes telles que le centre de mise en valeur des ressources minérales de l'Afrique centrale (CAMRDC) et l'Institut sous-régional multisectoriel de technologie appliquée de planification et d'évaluation de projets (ISTA) devraient être renforcées et étendues. D'autres institutions similaires devraient être créées pour la mise en valeur des ressources agricoles, animales, forestières et halieutiques ainsi que pour le développement des capacités entrepreneuriales et technologiques.

112. Afin de faire face au problème posés par le manque d'informations et données fiables, il est souhaitable que des mécanismes sous-régionaux soient créés avec des antennes nationales permettant de faire l'inventaire des technologies, des matières premières, de la main-d'oeuvre technologique et scientifique et des infrastructures existantes; et de recueillir, d'analyser et de stocker les informations et données dans les domaines sus-mentionnés. Ces mécanismes auront également la charge de diffuser ces informations et de tenir à jour les banques de données sur les matières premières, la science et technologie ainsi que sur le développement de la main-d'oeuvre industrielle.

113. Il est également souhaitable de mettre sur pied une structure qui pourra aider les Etats membres dans le choix et l'acquisition des machines et équipements industriels. Cette structure aura, sur la base des informations fournies par les mécanismes proposés en matière d'information, la tâche d'aider les Etats dans l'établissement des contrats d'achats incluant d'une part des cahiers de charges précis concernant la documentation technique, les pièces de rechange et la formation du personnel de maintenance. Elle pourra jouer le rôle de bureau d'ingénieurs-conseils en entreprenant des études technico-économiques et financières des projets industriels à caractère national et sous-régional. Une telle structure permettrait également aux Etats membres de négocier en commun les contrats d'achats et d'acheter les machines et équipements ainsi que les pièces de rechange pour les projets communautaires. Ainsi leur pouvoir de négociation serait plus important.

114. Dans le cadre du financement des activités de coopération dans les domaines concernés, ils est nécessaire de créer ou de renforcer une banque sous-régionale spécialisée dans le développement industriel et minier, capable de promouvoir une industrialisation basée sur la transformation des matières premières locales, l'utilisation et le développement des capacités entrepreneuriales et technologiques existantes. A cet effet on peut envisager le renforcement des activités de la Banque de développement des Etats de l'Afrique centrale par la mise en place

d'un fonds de garantie et de bonification et d'un fonds pour la recherche et développement. On peut également avoir recours au soutien des institutions financières régionales et internationales telles que la Banque Africaine de développement, le Fonds africain pour le développement et le groupe de la Banque mondiale.

115. Sur le plan de la formation, il convient de renforcer les institutions existantes, d'étendre les activités des institutions nationales qui satisfont déjà les besoins sous-régionaux et de créer des centres de formation multi-sectoriels qui s'occuperont de la formation des ingénieurs et techniciens dans les domaines étudiés ainsi que des chercheurs, des économistes, gestionnaires, analystes de projets industriels, entrepreneurs, formateurs, planificateurs et décideurs politiques. On devrait également instaurer les visites d'entreprises dans les programmes du cycle secondaire technique et créer une association sous-régionale chargée de promouvoir l'échange de techniciens moyens et supérieurs afin de profiter des expériences des uns et des autres.

116. En matière de normalisation et de contrôle de qualité, il serait opportun de mettre en place une structure nationale et sous-régionale qui devraient s'occuper de la définition et du contrôle des normes de qualité, du choix de l'établissement et de la diffusion des normes, du calibrage des instruments, et des procédures de vérification des produits. Ces structures pourront travailler en collaboration avec des institutions régionales telles que l'Organisation régionale africaine de normalisation (ORAN).

117. Dans le domaine de la commercialisation, il serait également opportun de créer des institutions communautaires ou de renforcer celles existantes en vue de promouvoir un vaste marché sous-régional et régional pour les matières premières locales et les produits manufacturés sur place. La diversification systématique des partenaires économiques doit être envisagée afin de réduire la dépendance vis-à-vis des transnationales, de leurs pratiques restrictives et de ne plus se confiner dans le rôle de simples fournisseurs de matières premières pour ces derniers. A cet effet, une association des chambres de commerce et d'industrie de la sous-région pourrait être créée.

d) Renforcement des organisations sous-régionales

118. Malgré les efforts entrepris par les Etats membres pour mettre en commun leurs ressources naturelles et humaines pour un développement auto-suffisant et auto-entretenu, les organisations sous-régionales (UDEAC, CEPGL et CEEAC) et leurs institutions spécialisées (BDEGL, BDEAC, ISTA, EGL et IRAZ) n'ont pas reçu l'attention méritée. Les objectifs qui leur sont assignés dépassent de loin les moyens matériels, financier et humains mis à leur disposition; en outre, ces moyens sont inadéquats et c'est ce qui les rend inefficace. Il serait donc important de procéder à une évaluation de ces organisations en vue de les renforcer et de les redynamiser pour une meilleure coopération sous-régionale.

119. De plus, il faudra une plus grande coopération entre l'UDEAC, la CEPGL et la CEEAC en matière d'échange d'informations industrielles afin d'éviter les duplications et favoriser le commerce entre les Etats membres. En un mot, il faut que le nationalisme économique excessif disparaisse et que les engagements pris au cours des différentes réunions sous-régionales par les chefs d'Etats soient respectés pour que naisse une véritable coopération sous-régionale.

Part du secteur manufacturier dans le PIB (en pourcentage) des pays de l'Afrique centrale
aux prix constant de 1980 pour la période 1985-1990

Pays/sous-région	1985	1986	1987	1988	1989	1990
Burundi	7.58	7.54	7.69	7.88	7.95	8.03
Cameroun	11.96	13.44	13.77	12.93	12.82	12.93
Centrafrique	9.26	7.62	7.01	9.06	9.12	9.07
Tchad	8.59	8.68	8.64	8.69	8.89	8.96
Congo	6.99	7.4	6.86	6.88	7.21	7.18
Guinée Equatoriale	5.13	5.12	5.13	5.09	6.98	4.95
Gabon	6.51	6.27	6.33	5.95	6.11	6.08
Rwanda	9.25	9.22	9.13	9.97	8.88	8.75
Sao Tome & Principe	9.26	9.35	9.08	9.54	9.61	9.59
Zaïre	2.52	2.55	2.44	2.47	2.52	2.51
sous-région Afrique centrale	7.88	8.49	8.47	8.02	7.92	7.93
Afrique en développement	10.19	10.38	10.43	10.46	10.64	10.69

Source : Statistiques de la CEA.

Liste des projets nationaux de la deuxième DDIA

Burundi (La liste n'est pas exhaustive)

1. Fonderie et atelier de réparation
2. Cimenterie
3. Briqueterie industrielle
4. Fabrication de formica
5. Atelier meuble bambu
6. Usine à panneaux
7. Assemblage réfrigérateur
8. Instrument aratoire
9. Fabrication serrure
10. Fabrication vis
11. Usine de linge
12. Usine de bonneterie
13. Fabrication articles sanitaires
14. Fabrication soude caustique
15. Fabrication détergents
16. Fromagerie de Kiryama
17. Pates alimentaires
18. Lait de soja
19. Pêche industrielle

20. Usine à café Gitega

21. Usine à thé Buhoro

Cameroun (La liste n'est pas exhaustive)

1. Fabrication de briques creuses et hourdis
2. Briqueterie
3. Fabrication d'accumulateur, vis platinées et bougies
4. Fabrication d'articles simples en métal
5. Modernisation et/ou extension de la SOCATRAL, unité d'extrusion
6. Laminoir
7. Fabrication d'article en caoutchouc
8. Complexe textile
9. Raffinerie d'huile de palme
10. extraction d'huile de soja
11. Malterie
12. Fabrication d'alcool
13. Fonderie d'aluminium
14. Fabrication d'engrais
15. Produits pharmaceutiques
16. Complexe d'extraction de grume

17. Complexe intégré bois
18. Fonderie à arc
19. Visserie
20. Fabrication d'échappement

République Centrafricaine (La liste n'est pas exhaustive)

1. Conserverie alimentaire
2. Farines composées
3. Féculerie de manioc
4. Production d'engrais
5. Complexe industriel de produits et denrées alimentaires
6. Projet aliment pour bétail
7. Ferme de Sarki
8. Eau minérale de Dékoa
9. Machine et outils agricoles
10. Maroquinerie
11. Unité de traitement de poisson
12. Production d'extraits de plantes médicinales

Congo

1. Création de petits atelier de fabrication mécanique et de transformation des métaux
2. Création d'un Centre national de conception et de fabrication techniques
3. Assistance à la mise en place d'un organisme de financement de l'industrie
4. Assistance à la formation
5. Assistance à la Recherche Développement
6. Assistance à la création et à la mise en oeuvre d'un fonds national de participations
7. Assistance à la normalisation contrôle de qualité
8. Etude de renforcement technico-organisationnel de la MAB (Minoterie aliments bétail)
9. Etude de valorisation agro-industrielle de la melasse produite par la SUCO
10. Unité de traitement des légumes
11. Unité de traitement des fruits
12. Etude de restructuration et viabilisation technico-économique de l'entreprise HUILKA
13. Projet de diversification de la Congolaise des bois impregné (CIB)
14. Projet de briqueterie-tuileries
15. Réhabilitation et diversification de la Congolaise de raffinage (CORAF)
16. Unité de fabrication de plastiques
17. Réhabilitation et diversification de la Société des verrerie du Congo (SOVERCO)

18. Usine d'engrais azotés
19. Développement de la Société congolaise des gaz industriels

Gabon

1. Transformation sur place du Cacao et production de la confiserie
2. Production d'aliments pour bétail et volaille à partir du Cacao
3. Transformation secondaire du café avec mise en boîtes ou en paquets
4. Production et valorisation du latex à partir de l'hévéa
5. Production de farine et des biscuits de manioc
6. Production des bougies d'éclairage, des produits cosmétiques et de la margarine à partir de l'huile de palme
7. Production des salaisons, plats cuisinés, saucissons, saucisses et corned-beef
8. Le salage et le séchage de poisson
9. Le fumage artisanal et la transformation des produits de la pêche
10. La transformation de poisson en filets fumés, crus et en conserve
11. Installation de petites sciéries mobiles
12. Fabrication d'allumettes
13. Fabrication de pinces à linge et cintres en bois
14. Fabrication de boîtes d'emballages
15. Fabrication d'articles scolaires et de crayons-papiers en bois
16. Transformation du manganèse en ferro-alliage

Guinée équatoriale

1. Réhabilitation des plantations de palmier à huile et production d'huile de palme
2. Fabrication de fibres et de sacs de jute
3. Augmentation de la production de savon et agent de blanchissement
4. développement intégré de l'industrie de la pêche
5. Assistance à la petite et moyenne entreprise et à l'industrie rural

Rwanda

1. Production de café parche et de café soluble
2. Production d'huiles essentielles
3. Création d'une nouvelle tannerie
4. Fabrication de bottines
5. Fabrication de brosses à partir de poils d'animaux
6. Production de la laine d'angora
7. Extraction et raffinage d'huile comestible d'arachide et de soja
8. Production d'huile de tournesol et de tourteaux
9. Production d'huile d'avocat
10. Production de pâtes alimentaires
11. Production de jus de maracuja
12. Fabrication de jus et vin d'ananas
13. Production de fertilisants organiques par les lombrics

14. Production de l'urée à partir du gaz methane
15. Production de la chaux agricole
16. Création d'une unité de fabrication de machines et outillage agricoles
17. Production de la liqueur à partir de la melasse
18. Installation d'une unité de filature
19. Production de cartons moulés à partir de papyrus
20. Extension de la station de gaz méthane de cap rubour
21. Production de la colle synthétique
22. Fabrication de pièces en plastique moulées, thermoformées ou extrudées
23. Fabrication de pneumatiques pour vélos, motos, brouettes
24. Fabrication de verres opaques à vitres, flacons et bouteilles en verre
25. Fabrication de carrelages, de dalles cuites et tuyaux en grés
26. Fabrication de contreplaqués et triplex
27. Production de briques et tuiles améliorées

Tchad

1. Réhabilitation des grands moulins du Tchad
2. Réhabilitation de la SIVIT
3. Renforcement de l'activité de production de vaccins au Laboratoire de Farcha
4. Relance de la briqueterie SETUBA

5. Développement de la Spiruline dans la région du Kanem-Lac
6. Exploitation pilote du Natron du Lac-Tchad
7. Fabrication de coton hydrophile, bandes, compresses, sparadraps et pansements d'urgence
8. Megisserie au Tchad
9. Etablissement d'une cimenterie dans le Mayo-Kebbi
10. Production de chaux dans le Mayo-Kebbi

Zaïre

1. Projets sucriers de Mushie Pentane (Bandundu) et de Lubilashi (Shaba)
2. Production minière
3. Grand projet de la métallurgie
4. Réouverture de la carrière de sables asphaltique et extraction de bitume de Mavuma dans la région du Bas-Zaïre
5. Usine de production du bioxyde de manganèse électrolytique
6. Relance de l'usine de fabrique des piles sèches, type Leclanche

**Projet multinationaux de la sous-région
de l'Afrique centrale**

Industries chimiques

1. Exploitation du gaz méthane du Lac Kivu, Zaïre/Rwanda
2. Production des engrais phosphatés, Burundi
3. Création d'une usine pharmaceutique, Burundi
4. Création d'un laboratoire des produits pharmaceutiques, République Centrafricaine
5. Révalorisation des déchets potassiques pour la fabrication des produits chimiques, Congo
6. Production de carbure de calcium, Rwanda
7. Production des principes actifs pour pesticides, Rwanda
8. Création d'un complexe pétrochimique pour la fabrication des produits plastiques, Gabon
9. Amélioration de l'efficacité et de la qualité des produits provenant de la raffinerie du pétrole, Congo
10. Production de vaccins humains en Afrique Central (avant: création d'un centre pilote pour la fabrication des vaccins en Afrique), Cameroun
11. Production d'insecticides à usage domestique, Cameroun
12. Production de l'urée et de l'ammoniaque à partir du gaz, Cameroun
13. Développement de l'industrie des pesticides dans les pays de l'UDEAC

Agro-industries et industries connexes

14. Création d'une distillerie, Burundi
15. Projet collectif pour la fabrication des produits laitiers, Zaïre
16. Création d'un complexe agro-industriel pour le traitement du manioc, République Centrafricaine
17. Développement intégré de l'industrie du traitement du poisson, CEPGL
18. Complexe intégré des produits forestiers (avant: création d'un complexe de la transformation du bois, Zaïre), CEPGL
19. Création d'une distillerie, Sao Tome et Principe
20. Projet de transformation du bois Sangelina et production du panneau de particules, Cameroun UDEAC
21. Unité de production des aliments pour enfants, Cameroun
22. Création d'une tannerie, Tchad, (long terme)
23. Projets de développement du bétail et de la poissonnerie dans les pays de l'UDEAC, UDEAC

Industries mécaniques

24. Projet de fabrication des machines agricoles, UDEAC

Industries des matériaux de construction

25. Réactivation de la cimenterie de Katana, Zaïre
26. Expansion et diversification de la production dans l'usine de fabrication des verres, Congo
27. Création d'une usine de céramique, Burundi

28. Création d'une cimenterie, Tchad
29. Usine de fabrication du verre uniforme, Cameroun
30. Création d'une usine de céramique, Cameroun

Industries métallurgiques

31. Développement intégré de l'industrie d'aluminum, Cameroun/UDEAC/CEEAC
2. Développement intégré de l'industrie sidérurgique en Afrique Centrale (avant: réactivation de l'usine sidérurgique de Maluku, Zaïre), CEEAC
33. Agrandissement d'une usine d'étain, Rwanda
34. Développement intégré de l'industrie du fer et de l'acier, Cameroun/UDEAC
35. Création d'un laminoire, Congo

Projets d'appui

Les 12 projets d'appui suivants ont été sélectionnés pour le programme sous-régional de la deuxième DDIA :

1. Assistance à l'Union Douanière et Economique d'Afrique Centrale (UDEAC)
2. Assistance à la République Centrafricaine dans le développement d'une industrie de traitement intégré de viande, République Centrafricaine
3. Assistance à la Communauté Economique des Pays des Grands Lacs (CEPGL)
4. Mise en valeur des ressources en tourbe, CEPGL
5. Etude de faisabilité sur la fabrication des équipements des chemins de fer dans la sous-région d'Afrique Centrale
6. Assistance à la Communauté Economique des Etats d'Afrique Centrale (CEEAC)

7. Assistance à l'Institut Supérieur sous-régional des Technologies Appropriées (ISTA)
8. Assistance à l'Organisation Africaine de la Propriété Intellectuelle (OAPI)
9. Assistance multisectorielle à la Communauté Economique des pays des Grands Lacs (CEPGL)
10. Promotion de petites technologies agro-alimentaires, Burundi
11. Assistance à l'Ecole Nationale Supérieure pour les Industries agro-alimentaires, Cameroun
12. Création d'une école pour études géologiques et minières, Cameroun